

# Table des matières

---

<b>Introduction</b> . . . . .	29
1. La notion de rémunération en droit de la sécurité sociale . . . . .	29
2. La notion de rémunération en droit fiscal . . . . .	31
2.1. <i>Principes</i> . . . . .	31
2.2. <i>Cotisation sur les commissions secrètes</i> . . . . .	31
3. La notion de rémunération en droit du travail . . . . .	32
 Chapitre 1	
<b>Avantages en nature <i>sensu stricto</i></b> . . . . .	35
1. Principes. . . . .	36
2. Limites . . . . .	37
3. Aspects de sécurité sociale . . . . .	37
4. Traitement fiscal . . . . .	38
5. Déductibilité . . . . .	39
6. Que se passe-t-il en cas de suspension du contrat de travail ? . . . . .	39
 Chapitre 2	
<b>Avantages non récurrents liés aux résultats</b> . . . . .	41
1. Champ d'application. . . . .	42
1.1. <i>Travailleurs</i> . . . . .	42
1.2. <i>Employeurs</i> . . . . .	42
1.3. <i>Employeurs exclus</i> . . . . .	43
2. Définition du système d'avantages liés aux résultats. . . . .	43
2.1. <i>Critère objectif</i> . . . . .	43
2.2. <i>Collectif</i> . . . . .	44
2.3. <i>Non récurrent</i> . . . . .	44
3. Objectifs . . . . .	45
3.1. <i>Objectifs exclus</i> . . . . .	45
3.2. <i>Objectifs concernant la réduction des accidents du travail</i> . . . . .	45
3.3. <i>Objectifs concernant la réduction du nombre d'absences</i> . . . . .	46
4. Instauration du système. . . . .	46

4.1. <i>Initiative</i> . . . . .	46
4.2. <i>Instauration par convention collective de travail</i> . . . . .	48
4.3. <i>Instauration par acte d'adhésion</i> . . . . .	49
4.3.1. Mentions obligatoires . . . . .	49
4.3.2. Procédure . . . . .	49
4.3.3. Contrôle de forme et contrôle marginal . . . . .	56
4.3.4. Information des travailleurs . . . . .	56
4.4. <i>E-bonus : dépôt par voie électronique</i> . . . . .	56
5. Le plan d'octroi . . . . .	57
5.1. <i>Mentions obligatoires</i> . . . . .	57
5.1.1. Groupe cible . . . . .	57
5.1.2. Objectifs . . . . .	58
5.1.3. Période de référence . . . . .	58
5.1.4. Méthode de suivi et de contrôle . . . . .	58
5.1.5. Procédure applicable en cas de contestation des résultats . . . . .	59
5.1.6. Avantages . . . . .	59
5.1.7. Modalités de calcul des avantages . . . . .	59
5.1.8. Moment et modalités de calcul . . . . .	62
5.1.9. Durée de validité du plan . . . . .	62
5.2. <i>Mentions facultatives</i> . . . . .	62
6. Possibilité de modifier les objectifs ou les niveaux à atteindre . . . . .	62
6.1. <i>Plan d'octroi introduit par convention collective de travail</i> . . . . .	62
6.2. <i>Plan d'octroi introduit par acte d'adhésion</i> . . . . .	63
7. Pas en remplacement ou en conversion de la rémunération existante . . . . .	63
8. Traitement social et fiscal . . . . .	64
8.1. <i>Traitement social</i> . . . . .	64
8.2. <i>Traitement fiscal</i> . . . . .	65
8.3. <i>Dépassement du plafond</i> . . . . .	66
8.4. <i>Occupation chez plusieurs employeurs</i> . . . . .	66
8.5. <i>Distribution de l'exonération fiscale dans l'impôt final</i> . . . . .	66
9. Information des travailleurs . . . . .	67
9.1. <i>Mentions obligatoires</i> . . . . .	67
9.2. <i>Document social</i> . . . . .	68
10. Droit du travailleur et interaction avec les autres législations . . . . .	68
10.1. <i>Revenu minimum mensuel moyen</i> . . . . .	69
10.2. <i>Travailleurs intérimaires</i> . . . . .	69
10.3. <i>Cas du transfert d'entreprise</i> . . . . .	69
10.4. <i>Travailleurs étrangers</i> . . . . .	70
11. Modèles . . . . .	70
11.1. <i>Convention collective de travail</i> . . . . .	70
11.2. <i>Acte d'adhésion</i> . . . . .	76
11.3. <i>Fiche d'information à remettre au travailleur à l'échéance de la période concernée pour l'octroi d'un avantage non récurrent lié aux résultats</i> . . . . .	82

## Chapitre 3

<b>Cadeaux et libéralités</b> . . . . .	83
1. Cadeaux et chèques-cadeaux . . . . .	84
1.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	84
1.1.1. Saint-Nicolas, Noël ou Nouvel An . . . . .	84
1.1.2. Distinction honorifique . . . . .	85
1.1.3. Mise à la retraite . . . . .	85
1.1.4. Dispositions communes . . . . .	86
1.2. <i>Traitements fiscal</i> . . . . .	87
1.2.1. Dans le chef du travailleur . . . . .	87
1.2.2. Dans le chef de l'employeur . . . . .	89
1.3. <i>Synthèse</i> . . . . .	90
2. Libéralités . . . . .	91
2.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	91
2.2. <i>Traitements fiscal</i> . . . . .	92
2.2.1. Cas particulier : indemnité pour frais funéraires . . . . .	93
2.2.2. Décisions anticipées . . . . .	94
3. Aspects de droit du travail . . . . .	95

## Chapitre 4

<b>Droits d'auteur</b> . . . . .	97
1. Les droits d'auteur en droit du travail . . . . .	98
1.1. <i>Principe</i> . . . . .	98
1.2. <i>Exception pour les logiciels, les bases de données, les dessins et les modèles</i> . . . . .	98
2. Aspects de sécurité sociale . . . . .	98
2.1. <i>Position de la Cour de cassation</i> . . . . .	98
2.2. <i>Position de l'O.N.S.S.</i> . . . . .	99
3. Traitement fiscal . . . . .	99
3.1. <i>Principes</i> . . . . .	99
3.1.1. Travaux protégés par les droits d'auteur . . . . .	100
3.1.2. Convention sur la cession des droits d'auteur . . . . .	100
3.1.3. Rétribution pour la cession des droits d'auteur . . . . .	101
3.1.4. Conclusion . . . . .	101
3.2. <i>Précompte mobilier</i> . . . . .	102
3.2.1. Montant brut des revenus issus des droits d'auteur . . . . .	102
3.2.2. Taux et mode de calcul . . . . .	102
3.2.3. Déclaration et paiement . . . . .	103
3.2.4. Fiche fiscale . . . . .	105
3.3. <i>Impôts des personnes physiques</i> . . . . .	105

Chapitre 5	
<b>Éco-chèques</b>	107
1. Aspects de sécurité sociale . . . . .	108
1.1. <i>Remplacement</i> . . . . .	108
1.2. <i>Conditions à remplir</i> . . . . .	108
1.3. <i>Sanction</i> . . . . .	109
2. Traitement fiscal . . . . .	109
2.1. <i>Dans le chef du travailleur</i> . . . . .	109
2.2. <i>Dans le chef de l'employeur</i> . . . . .	110
3. Éco-chèques sous forme électronique . . . . .	110
3.1. <i>Fonctionnement du système</i> . . . . .	110
3.2. <i>Conditions d'exonération sociale et fiscale des éco-chèques électroniques</i> . . . . .	111
3.2.1. Conditions communes . . . . .	111
3.2.2. Conditions spécifiques pour les éco-chèques électroniques . . . . .	111
3.3. <i>Procédure d'agrément</i> . . . . .	112
3.4. <i>Vers une généralisation des éco-chèques électroniques?</i> . . . . .	112
4. Mode de calcul du nombre d'éco-chèques à octroyer aux travailleurs . . . . .	112
4.1. <i>Travail à temps partiel</i> . . . . .	112
4.2. <i>Entrées, sorties, changements de catégorie et suspensions de contrat</i> . . . . .	113
4.3. <i>Problème des arrondis</i> . . . . .	114
4.4. <i>Modalités particulières de paiement</i> . . . . .	115
5. Information des travailleurs . . . . .	115
6. Liste des produits et services écologiques pouvant être acquis avec des éco-chèques . .	115
7. Modèles . . . . .	117
7.1. <i>Convention collective de travail concernant l'octroi d'éco-chèques (papier)</i> . . . . .	117
7.2. <i>Convention collective de travail concernant l'octroi d'éco-chèques (électroniques)</i> . . . . .	121
7.3. <i>Convention collective de travail concernant l'octroi d'éco-chèques électroniques (avenant à la convention collective de travail concernant l'octroi d'éco-chèques)</i> . . . . .	126
7.4. <i>Convention individuelle relative à l'octroi d'éco-chèques (papier)</i> . . . . .	129
7.5. <i>Convention individuelle relative à l'octroi d'éco-chèques (électroniques)</i> . . . . .	133
7.6. <i>Convention individuelle relative à l'octroi d'éco-chèques électroniques (avenant à la convention individuelle relative à l'octroi d'éco-chèques)</i> . . . . .	137
8. Éco-chèques accordés à des dirigeants d'entreprise indépendants . . . . .	139
9. Éco-chèque <i>versus</i> titre-repas . . . . .	140
10. Aspects de droit du travail . . . . .	140
Chapitre 6	
<b>Enfants</b>	141
1. Crèches d'entreprise . . . . .	142
1.1. <i>Traitement fiscal</i> . . . . .	142

1.1.1. Dans le chef du travailleur . . . . .	142
1.1.2. Dans le chef de l'employeur . . . . .	143
1.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	144
1.3. <i>Aspects de droit du travail</i> . . . . .	145
2. Intervention dans les frais de crèche . . . . .	145
2.1. <i>Traitemet fiscal</i> . . . . .	145
2.1.1. Dans le chef du travailleur . . . . .	145
2.1.2. Dans le chef de l'employeur . . . . .	147
2.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	148
2.3. <i>Le plan SEMA de la Communauté française</i> . . . . .	149
2.3.1. Principe . . . . .	149
2.3.2. Convention de collaboration . . . . .	149
2.3.3. Types de places. . . . .	150
2.3.4. Intervention de l'employeur et abattement fiscal . . . . .	150
2.3.5. Nombre de places limité . . . . .	151
2.4. <i>Achat ou location de places au sein des milieux d'accueil néerlandophones</i> . . . . .	151
2.5. <i>Aspects de droit du travail</i> . . . . .	151
3. Garde d'enfants (malades) . . . . .	152
3.1. <i>Traitemet fiscal</i> . . . . .	152
3.1.1. Dans le chef du travailleur . . . . .	152
3.1.2. Dans le chef de l'employeur . . . . .	152
3.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	153
4. Allocations familiales extralégales . . . . .	154
4.1. <i>Définitions</i> . . . . .	154
4.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	154
4.2.1. Généralités . . . . .	154
4.2.2. Position de l'O.N.S.S. . . . . .	155
4.2.3. Position de la jurisprudence . . . . .	156
4.2.4. Distinction entre les travailleurs : quel impact sur l'exonération sociale ? . . . . .	157
4.3. <i>Traitemet fiscal</i> . . . . .	158
4.3.1. Dans le chef du travailleur . . . . .	158
4.3.2. Dans le chef de l'employeur . . . . .	158
4.4. <i>Conseil</i> . . . . .	158
4.5. <i>Modèle</i> . . . . .	158
5. Intervention dans les frais de scolarité et d'études . . . . .	160
5.1. <i>Traitemet fiscal</i> . . . . .	160
5.1.1. Dans le chef du travailleur . . . . .	160
5.1.2. Dans le chef de l'employeur . . . . .	160
5.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	161
5.2.1. Généralités . . . . .	161
5.2.2. Jurisprudence . . . . .	162
6. Prime de naissance . . . . .	163

## Chapitre 7

<b>Frais propres à l'employeur</b> . . . . .	165
1. Notion et considérations générales . . . . .	166
1.1. <i>Traitement fiscal</i> . . . . .	166
1.1.1. Remboursement des frais réels . . . . .	166
1.1.2. Remboursement forfaitaire des frais . . . . .	167
1.1.3. Fiches fiscales . . . . .	175
1.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	176
1.2.1. Principe . . . . .	176
1.2.2. Forfaits . . . . .	177
1.2.3. Forfaits O.N.S.S. : quelle qualification au niveau fiscal ? . . . . .	178
1.3. <i>Charge de la preuve</i> . . . . .	178
1.3.1. Au niveau social . . . . .	178
1.3.2. Au niveau fiscal . . . . .	179
1.4. <i>Conseil</i> . . . . .	180
1.5. <i>Modèle : accord individuel indemnisation forfaitaire de frais de représentation</i> . . . . .	181
1.6. <i>Aspects de droit du travail</i> . . . . .	182
1.7. <i>Mode de remboursement: monnaie scripturale</i> . . . . .	182
2. Frais de parking . . . . .	183
2.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	184
2.2. <i>Traitement fiscal</i> . . . . .	184
3. Frais de réception . . . . .	185
3.1. <i>Traitement fiscal</i> . . . . .	185
3.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	185
4. Frais de séjour . . . . .	185
4.1. <i>Frais de séjour pour missions en Belgique</i> . . . . .	185
4.1.1. Aspects de sécurité sociale. . . . .	186
4.1.2. Traitement fiscal. . . . .	189
4.1.3. Cas particulier du voyage collectif . . . . .	193
4.2. <i>Remboursement de frais exposés pendant des voyages d'affaires à l'étranger</i> . . . . .	193
4.2.1. Traitement fiscal. . . . .	194
4.2.2. Aspects de sécurité sociale. . . . .	200
4.2.3. Cumul avec des titres-repas . . . . .	201
4.2.4. Cumul avec un remboursement sur base de justificatif . . . . .	201
4.2.5. Montants (depuis le 6 juillet 2018) . . . . .	202
4.2.6. Cas particulier du séminaire organisé à l'étranger . . . . .	202
4.2.7. Cas particulier des voyages à l'étranger qui sont offerts en exécution de contrats de sponsoring à des sponsors ou à leurs invités . . . . .	202
4.2.8. Cas particulier des indemnités octroyées dans le secteur du transport et des autocars à des chauffeurs effectuant des déplacements internationaux. . . . .	206
5. Frais de déplacements professionnels . . . . .	209
5.1. <i>Traitement fiscal</i> . . . . .	209
5.1.1. Remboursements des frais réels . . . . .	209

5.1.2. Remboursements de frais forfaitaires . . . . .	209
5.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	212
5.3. <i>Déplacements à vélo</i> . . . . .	213
5.4. <i>Borne de chargement sur le lieu de travail</i> . . . . .	213
5.4.1. Aspects de sécurité sociale. . . . .	213
5.4.2. Traitement fiscal. . . . .	213
5.5. <i>Cas particulier du déménagement de l'entreprise : Indemnité kilométrique</i> . . . . .	213
6. Indemnités pour travailleurs à domicile et télétravailleurs . . . . .	214
6.1. <i>Travail à domicile</i> . . . . .	214
6.1.1. Définition . . . . .	214
6.1.2. Traitement fiscal. . . . .	214
6.1.3. Aspects de sécurité sociale. . . . .	215
6.2. <i>Télétravail</i> . . . . .	215
6.2.1. Définition . . . . .	215
6.2.2. Traitement fiscal. . . . .	216
6.2.3. Aspects de sécurité sociale. . . . .	219
7. Frais de représentation . . . . .	221
7.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	222
7.1.1. Utilisation d'un bureau personnel. . . . .	222
7.1.2. Utilisation du smartphone (ou G.S.M.) à des fins professionnelles . . . . .	223
7.1.3. Utilisation à des fins professionnelles d'un P.C. et d'une connexion internet privés . . . . .	224
7.1.4. Garage . . . . .	225
7.1.5. Parking et carwash . . . . .	225
7.1.6. Littérature spécialisée et documentation . . . . .	226
7.1.7. Frais de représentation <i>sensu stricto</i> . . . . .	226
7.1.8. Frais de représentation «internes» . . . . .	226
7.2. <i>Traitement fiscal</i> . . . . .	227
7.2.1. Frais pour travail à domicile (« <i>Home office</i> ») . . . . .	227
7.2.2. Petits frais de représentation . . . . .	227
7.2.3. Utilisation du smartphone (ou G.S.M.) à des fins professionnelles . . . . .	227
7.2.4. Utilisation à des fins professionnelles d'un P.C. privé. . . . .	228
7.2.5. Frais accessoires de voiture . . . . .	228
7.2.6. Points communs . . . . .	229
8. Vêtements de travail et entretien . . . . .	229
8.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	230
8.1.1. Généralités . . . . .	230
8.1.2. Montants . . . . .	231
8.1.3. Hypothèses concrètes . . . . .	232
8.2. <i>Traitement fiscal</i> . . . . .	233
8.2.1. Dans le chef du travailleur . . . . .	233
8.2.2. Dans le chef de l'employeur . . . . .	233
9. Tableau récapitulatif (1 <sup>er</sup> janvier 2019) . . . . .	235
10. Cas particulier en cas de travail international . . . . .	237

10.1. <i>Cadres étrangers</i> . . . . .	237
10.1.1. Traitement fiscal . . . . .	237
10.1.2. Aspects de sécurité sociale . . . . .	247
10.2. <i>Les indemnités de frais dans le cadre des détachements à l'étranger</i> . . . . .	248
10.2.1. Aspects de sécurité sociale . . . . .	249
10.2.2. Traitement fiscal . . . . .	251
10.2.3. Aspects de droit du travail . . . . .	252
11. Annexe : montants forfaitaires en cas de voyages d'affaires à l'étranger . . . . .	256

## Chapitre 8

<b>Habitation</b> . . . . .	273
1. Aspects de sécurité sociale . . . . .	274
1.1. <i>Généralités</i> . . . . .	274
1.2. <i>Concierges</i> . . . . .	275
1.3. <i>Logement partagé par deux travailleurs</i> . . . . .	275
2. Traitement fiscal . . . . .	275
2.1. <i>Disposition gratuite d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble</i> . . . . .	276
2.1.1. Généralités . . . . .	276
2.1.2. Forfait fiscal . . . . .	279
2.1.3. Questions particulières . . . . .	280
2.2. <i>Fourniture gratuite du chauffage et de l'électricité utilisée à des fins autres que le chauffage</i> . . . . .	281
2.3. <i>Exemple</i> . . . . .	283
2.4. <i>Disposition gratuite de domestiques, de jardiniers, de chauffeurs, etc.</i> . . . . .	284
2.5. <i>Déductibilité</i> . . . . .	284
2.6. <i>Fiche fiscale (revenus 2018)</i> . . . . .	284
2.7. <i>Aspects de droit du travail</i> . . . . .	285
2.8. <i>Partie du loyer payée par la société au dirigeant d'entreprise à la suite de la location du bien immobilier bâti</i> . . . . .	285
2.8.1. Principe . . . . .	285
2.8.2. Calcul . . . . .	286
2.8.3. Cas particuliers . . . . .	287
3. L'entretien du jardin et de la maison et les petites réparations payés par l'employeur . . . . .	288
3.1. <i>En quoi consiste ce nouveau mode de rémunération ?</i> . . . . .	288
3.2. <i>À quel travailleur peut-on proposer cette forme de rémunération ?</i> . . . . .	289
3.3. <i>En quoi cette formule est-elle intéressante ?</i> . . . . .	289
3.4. <i>Aspect de sécurité sociale</i> . . . . .	289
3.5. <i>Traitement fiscal</i> . . . . .	289

## Chapitre 9

<b>Options sur actions – Warrants</b> . . . . .	291
1. Traitement fiscal . . . . .	293
1.1. <i>Moment de l'imposition</i> . . . . .	293
1.2. <i>Évaluation de l'avantage</i> . . . . .	295
1.2.1. Options cotées en bourse . . . . .	295
1.2.2. Options non cotées en bourse . . . . .	295
1.3. <i>Précompte professionnel</i> . . . . .	299
1.3.1. Règles de base . . . . .	299
1.3.2. Options sur actions octroyées par des sociétés étrangères . . . . .	299
1.4. <i>Fiches fiscales (revenus 2018)</i> . . . . .	301
1.4.1. Case pourcentage . . . . .	301
1.4.2. Case 9 d) (options sur actions attribuées pendant l'année de revenus) . . . . .	301
1.4.3. Case 9 d) (options sur actions attribuées avant l'année de revenus concernée) . . . . .	302
2. Aspects de sécurité sociale . . . . .	303
3. Innovations en matière de plans d'options sur actions . . . . .	303
3.1. <i>Plans d'options sur parts de sicav</i> . . . . .	304
3.1.1. Comment fonctionne un plan d'options sur parts de sicav? . . . . .	304
3.1.2. Exemple . . . . .	305
3.1.3. Conditions imposées par le service des décisions anticipées (S.D.A.) . . . . .	307
3.2. <i>Plan de warrants</i> . . . . .	309
3.2.1. Comment fonctionne un plan de warrants? . . . . .	309
3.2.2. Exemple . . . . .	310
3.2.3. Conditions . . . . .	310
3.3. <i>Les options «miroirs»</i> . . . . .	311
3.3.1. Comment fonctionnent les options miroirs? . . . . .	312
3.3.2. Conditions d'application . . . . .	313
3.3.3. Application du principe des options miroirs aux plans d'options de parts de sicav . . . . .	313
4. Cession d'actions . . . . .	315
4.1. <i>Traitement fiscal</i> . . . . .	315
4.1.1. Attribution ou souscription d'actions à prix réduit dans le cadre de l'article 609 du Code des sociétés . . . . .	315
4.1.2. Cession d'actions avec décote . . . . .	316
4.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	317
4.2.1. Attribution ou souscription d'actions à prix réduit dans le cadre de l'article 609 du Code des sociétés . . . . .	317
4.2.2. Cession d'actions avec décote . . . . .	317
5. Aspects de droit du travail . . . . .	317

## Chapitre 10

<b>Outils IT (P.C., tablette, smartphone et internet)</b> . . . . .	321
1. Mise à disposition d'outils IT : P.C., tablette, internet et smartphone. . . . .	322
1.1. <i>Principes de base</i> . . . . .	322
1.1.1. Utilisation privée. . . . .	322
1.1.2. Usage strictement professionnel . . . . .	323
1.1.3. Usage privé des installations dans les locaux professionnels . . . . .	324
1.1.4. Travailleurs concernés . . . . .	324
1.2. <i>Traitements social et fiscal</i> . . . . .	325
1.2.1. Montants forfaitaires . . . . .	325
1.3. <i>Traitements fiscal dans le chef de l'employeur</i> . . . . .	330
1.3.1. Déductibilité. . . . .	330
1.3.2. T.V.A. . . . .	331
1.4. <i>Aspects de droit du travail</i> . . . . .	332
1.5. <i>Combinaison frais propres à l'employeur et mise à disposition d'un outil IT</i> . . . . .	332
1.6. <i>Conseil</i> . . . . .	332
1.7. <i>Mise à disposition d'un ensemble d'outils de télécommunication (« pack »)</i> . . . . .	333
1.7.1. Aspects de sécurité sociale. . . . .	333
1.7.2. Traitement fiscal. . . . .	334
2. Plan P.C. privé . . . . .	334
2.1. <i>Traitements fiscal</i> . . . . .	334
2.1.1. Procédure. . . . .	334
2.1.2. Montant exonéré . . . . .	335
2.1.3. Travailleurs visés – Plafond salarial. . . . .	335
2.1.4. Conditions liées à l'exonération. . . . .	336
2.1.5. Installation informatique requise . . . . .	336
2.1.6. Période d'octroi de l'exonération de l'intervention . . . . .	337
2.1.7. Fiche fiscale (revenus 2018) . . . . .	338
2.1.8. Questions fréquemment posées . . . . .	338
2.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	340
2.3. <i>Aspects de droit du travail</i> . . . . .	341
3. Modèles . . . . .	341
3.1. <i>Convention de mise à disposition d'un ordinateur portable de société</i> . . . . .	341
3.2. <i>Convention de mise à disposition d'une tablette de société</i> . . . . .	346
3.3. <i>Convention relative à l'utilisation d'une connexion internet</i> . . . . .	352
3.4. <i>Convention de mise à disposition d'un smartphone (all inclusive)</i> . . . . .	354
3.5. <i>Convention de mise à disposition d'une carte SIM (abonnement téléphonique et internet mobile)</i> . . . . .	361
3.6. <i>Déclaration relative à l'usage strictement professionnel de l'ordinateur portable (ou tablette) mis à disposition par l'employeur</i> . . . . .	365
3.7. <i>Modèle de plan P.C. privé</i> . . . . .	365

## Chapitre 11

<b>Participation des travailleurs au capital et prime bénéficiaire</b> . . . . .	369
1. Champ d'application . . . . .	370
1.1. <i>Employeur</i> . . . . .	370
1.2. <i>Bénéficiaires</i> . . . . .	370
1.2.1. Contrat de travail . . . . .	370
1.2.2. Condition d'ancienneté . . . . .	370
1.2.3. Exclusion des dirigeants d'entreprise . . . . .	371
1.3. <i>Formes possibles</i> . . . . .	371
1.4. <i>Avantage collectif</i> . . . . .	371
2. La prime bénéficiaire . . . . .	371
2.1. <i>Définition</i> . . . . .	371
2.2. <i>Initiative de l'employeur</i> . . . . .	372
2.3. <i>Formes</i> . . . . .	372
2.3.1. Prime identique . . . . .	372
2.3.2. Prime catégorisée . . . . .	372
2.4. <i>Instauration de la prime</i> . . . . .	373
2.4.1. Condition préalable . . . . .	373
2.4.2. Prime bénéficiaire identique . . . . .	373
2.4.3. Prime bénéficiaire catégorisée . . . . .	374
2.5. <i>Montant maximum des primes bénéficiaires</i> . . . . .	378
2.6. <i>Rappel du caractère collectif et des règles de prorata</i> . . . . .	378
2.6.1. Collectif . . . . .	378
2.6.2. Règles de prorata (nouveau depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2019) . . . . .	379
2.7. <i>Modèles</i> . . . . .	380
2.7.1. Modèle de convention collective instaurant une prime bénéficiaire catégorisée . . . . .	380
2.7.2. Modèle d'acte d'adhésion instaurant une prime bénéficiaire catégorisée . . . . .	383
3. Le plan de participation . . . . .	385
3.1. <i>Définitions</i> . . . . .	385
3.2. <i>Initiative de l'employeur</i> . . . . .	385
3.3. <i>Instauration du plan</i> . . . . .	385
3.3.1. Conditions préalables . . . . .	385
3.3.2. Procédure de concertation . . . . .	386
3.4. <i>Montant maximum des participations</i> . . . . .	389
3.5. <i>Période d'indisponibilité</i> . . . . .	390
4. La société coopérative de participation . . . . .	390
4.1. <i>Notion</i> . . . . .	390
4.2. <i>Forme</i> . . . . .	391
4.3. <i>Période d'indisponibilité</i> . . . . .	391
4.4. <i>Mentions du plan de participation</i> . . . . .	392
5. Le plan d'épargne d'investissement . . . . .	393
6. Traitement fiscal . . . . .	393

6.1. <i>Dans le chef du travailleur</i> . . . . .	393
6.1.1. Prime bénéficiaire. . . . .	393
6.1.2. Participations au capital. . . . .	393
6.1.3. Prime bénéficiaire dans le cadre d'un plan d'épargne d'investissement . . . . .	394
6.1.4. Base imposable. . . . .	394
6.1.5. Exigibilité de la taxe. . . . .	394
6.1.6. Redevables de la taxe . . . . .	394
6.2. <i>Dans le chef de l'employeur</i> . . . . .	395
6.3. <i>Déclaration et paiement</i> . . . . .	395
6.3.1. Délais de déclaration et de paiement . . . . .	395
6.3.2. Mode de déclaration . . . . .	395
6.3.3. Mode de paiement . . . . .	396
6.4. <i>Fiche fiscale (revenus 2018) – Prime bénéficiaire</i> . . . . .	397
7. Aspects de sécurité sociale. . . . .	397
7.1. <i>Prime bénéficiaire</i> . . . . .	397
7.2. <i>Participations au capital</i> . . . . .	397
8. Aspects de droit du travail . . . . .	397
9. Code pénal social . . . . .	398

## Chapitre 12

<b>Pensions complémentaires</b> . . . . .	399
1. Assurances-groupe . . . . .	400
1.1. <i>Types d'engagement de pension</i> . . . . .	400
1.1.1. Plans de pension sectoriels. . . . .	401
1.1.2. Plans de pension d'entreprise . . . . .	401
1.1.3. Promesse de pension individuelle ou engagement individuel de pension. . . . .	402
1.2. <i>Affiliation à un plan de pension complémentaire</i> . . . . .	404
1.2.1. Affiliation obligatoire . . . . .	404
1.2.2. Interdiction de discrimination . . . . .	404
1.3. <i>Aspects pratiques des plans de pension complémentaire</i> . . . . .	408
1.3.1. Rendement garanti . . . . .	408
1.3.2. Âge de versement de la pension complémentaire. . . . .	410
1.3.3. Période d'attente . . . . .	410
1.3.4. Seuil pour le transfert . . . . .	411
1.4. <i>Information</i> . . . . .	411
1.4.1. Rapport annuel . . . . .	411
1.4.2. Informations individuelles . . . . .	411
1.4.3. Accès pour le travailleur . . . . .	412
1.5. <i>Traitements fiscaux</i> . . . . .	412
1.5.1. Contributions de l'employeur . . . . .	412
1.5.2. Contributions des travailleurs . . . . .	414
1.5.3. Prestations sous forme de capital . . . . .	414
1.5.4. Prestations sous forme de rente . . . . .	418

1.5.5. Tableau récapitulatif . . . . .	418
1.6. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	429
1.6.1. Contributions de l'employeur: cotisation de base (8,86 %) . . . . .	429
1.6.2. Contributions de l'employeur: cotisation Wijninckx . . . . .	430
1.6.3. Prestations: cotisations sociales . . . . .	431
1.7. <i>Aspects de droit du travail</i> . . . . .	433
2. Pension libre complémentaire pour les travailleurs salariés (P.L.C.S.) . . . . .	434
2.1. <i>Cadre juridique</i> . . . . .	434
2.2. <i>Initiative</i> . . . . .	434
2.3. <i>Fonctionnement</i> . . . . .	435
2.3.1. Conclusion d'une convention de pension . . . . .	435
2.3.2. Montant . . . . .	435
2.3.3. Retenues sur le net . . . . .	436
2.3.4. Information . . . . .	437
2.4. <i>Fin de la continuation individuelle de plans collectifs</i> . . . . .	437
2.5. <i>Traitemet fiscal</i> . . . . .	437
2.6. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	437
3. Remboursement d'une assurance pension complémentaire privée . . . . .	437
3.1. <i>Notion</i> . . . . .	438
3.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	438
3.3. <i>Traitemet fiscal</i> . . . . .	439
3.3.1. Versement par l'employeur dans l'épargne-pension du travailleur . . . . .	439
3.3.2. Remboursement au travailleur du montant versé dans l'épargne-pension . . . . .	439
4. Tableau comparatif . . . . .	439
Chapitre 13	
<b>Plan cafétéria</b> . . . . .	441
1. Définition . . . . .	442
2. Formes possibles . . . . .	442
3. Introduction du plan cafétéria . . . . .	443
3.1. <i>Consentement des parties</i> . . . . .	443
3.2. <i>Instrument juridique</i> . . . . .	443
3.2.1. Convention collective de travail d'entreprise . . . . .	443
3.2.2. Politique générale et convention individuelle . . . . .	444
3.2.3. Règlement de travail . . . . .	444
3.3. <i>Respect de la hiérarchie des sources</i> . . . . .	444
3.4. <i>Participation volontaire ou obligatoire des travailleurs</i> . . . . .	445
3.5. <i>Obligation d'information</i> . . . . .	445
4. Règles à respecter . . . . .	445
4.1. <i>Réglementation anti-discrimination</i> . . . . .	445
4.2. <i>Respect du salaire minimum mensuel garanti</i> . . . . .	446

4.3. <i>Respect de la norme salariale</i> . . . . .	446
4.4. <i>Mesures anti-abus</i> . . . . .	447
4.5. <i>Respect des règles de conversion</i> . . . . .	447
5. Traitement social et fiscal . . . . .	447
6. Valorisation des avantages . . . . .	448
7. Exemples d'avantages qui peuvent se retrouver dans un plan cafétéria . . . . .	448
7.1. <i>Avantages à convertir</i> . . . . .	448
7.1.1. Le salaire brut . . . . .	448
7.1.2. La prime de fin d'année . . . . .	448
7.1.3. Le bonus individuel . . . . .	449
7.1.4. La voiture de société et les autres avantages en nature . . . . .	449
7.1.5. Les jours de congé extralégaux . . . . .	449
7.1.6. Les primes diverses . . . . .	449
7.1.7. Les remboursements de frais . . . . .	449
7.2. <i>Avantages à choisir</i> . . . . .	450
7.2.1. Les assurances et la santé . . . . .	450
7.2.2. Les jours de congé supplémentaires . . . . .	450
7.2.3. Les allocations familiales extralégales et les bourses d'études . . . . .	450
7.2.4. Les avantages en nature . . . . .	451
7.2.5. Les warrants . . . . .	451
7.2.6. La mobilité . . . . .	451
7.2.7. La formation . . . . .	452
7.2.8. Une carte avantage . . . . .	452
7.2.9. La prime en cash (solde) . . . . .	452
7.3. <i>Avantages déconseillés</i> . . . . .	452
8. Le plan cafétéria dans le cadre des pensions complémentaires . . . . .	452
9. Étapes et points d'attention . . . . .	453

## Chapitre 14

<b>Prêt octroyé au travailleur</b> . . . . .	455
1. Aspects de sécurité sociale . . . . .	456
2. Traitement fiscal . . . . .	456
2.1. <i>Prêt hypothécaire</i> . . . . .	456
2.1.1. Moment de l'obtention de l'avantage . . . . .	456
2.1.2. Évaluation de l'avantage . . . . .	457
2.2. <i>Prêt non hypothécaire à terme convenu</i> . . . . .	458
2.2.1. Moment de l'obtention de l'avantage . . . . .	458
2.2.2. Évaluation de l'avantage . . . . .	458
2.3. <i>Prêt non hypothécaire sans terme convenu</i> . . . . .	460
2.4. <i>Exemple</i> . . . . .	460
2.5. <i>Fiche fiscale (revenus 2018)</i> . . . . .	461
2.6. <i>Traitement fiscal dans le chef de l'employeur</i> . . . . .	462

3. Aspects de droit du travail . . . . .	462
 Chapitre 15	
<b>Primes diverses . . . . .</b>	<b>463</b>
1. Primes octroyées en raison d'un événement privé particulier. . . . .	464
1.1. <i>Prime de mariage ou de cohabitation légale</i> . . . . .	464
1.1.1. Montant exonéré socialement et fiscalement . . . . .	464
1.1.2. Déductibilité dans le chef de l'employeur . . . . .	464
1.1.3. Sanction. . . . .	464
1.2. <i>Prime d'ancienneté ou de jubilé</i> . . . . .	464
1.2.1. Montant exonéré socialement et fiscalement . . . . .	464
1.2.2. Déductibilité dans le chef de l'employeur . . . . .	470
1.2.3. Sanction. . . . .	470
1.2.4. Tableau . . . . .	471
1.3. <i>Prime ou allocation de naissance</i> . . . . .	471
1.3.1. Aspects de sécurité sociale. . . . .	471
1.3.2. Traitement fiscal. . . . .	472
2. Primes octroyées en raison d'un événement professionnel particulier . . . . .	472
2.1. <i>Prime pour bonne idée</i> . . . . .	472
2.1.1. Aspects de sécurité sociale. . . . .	472
2.1.2. Traitement fiscal. . . . .	473
2.1.3. Déductibilité dans le chef de l'employeur . . . . .	473
2.2. <i>Prime en vue de lutter contre l'absentéisme – Prime d'assiduité</i> . . . . .	473
2.2.1. Aspects de sécurité sociale. . . . .	473
2.2.2. Traitement fiscal. . . . .	474
2.3. <i>Primes uniques d'innovation</i> . . . . .	474
2.3.1. Champ d'application . . . . .	475
2.3.2. Conditions relatives à l'innovation . . . . .	475
2.3.3. Conditions relatives à la prime octroyée . . . . .	478
2.3.4. Conditions relatives à la publicité du régime (procédure) . . . . .	479
2.3.5. Formulaire. . . . .	480
2.4. <i>Prime exceptionnelle payée lors de la prise de pension</i> . . . . .	483
2.5. <i>Prime récompensant l'apport d'un client</i> . . . . .	483
2.6. <i>Complément aux vacances jeunes ou seniors</i> . . . . .	484
2.6.1. Vacances jeunes . . . . .	484
2.6.2. Vacances seniors . . . . .	484
2.6.3. Complément à un avantage social . . . . .	484
2.6.4. Sort du complément payé par l'employeur aux vacances jeunes ou seniors . . . . .	485
3. Synthèse . . . . .	485

## Chapitre 16

<b>Repas (diverses formules) . . . . .</b>	487
1. Titres-repas . . . . .	488
1.1. <i>Titres-repas électroniques</i> . . . . .	488
1.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	489
1.2.1. Conditions d'exonération . . . . .	489
1.2.2. Calcul du nombre de titres-repas . . . . .	491
1.2.3. Cas particuliers . . . . .	498
1.3. <i>Traitement fiscal</i> . . . . .	503
1.3.1. Dans le chef du travailleur . . . . .	503
1.3.2. Dans le chef de l'employeur . . . . .	503
1.4. <i>Titres-repas accordés à des dirigeants d'entreprise indépendants</i> . . . . .	503
1.5. <i>Modèles</i> . . . . .	505
1.5.1. Convention collective de travail concernant l'octroi de titres-repas électroniques . . . . .	505
1.5.2. Convention individuelle relative à l'octroi de titres-repas électroniques . . . . .	509
2. Restaurant d'entreprise . . . . .	512
2.1. <i>Traitement fiscal</i> . . . . .	512
2.1.1. Dans le chef du travailleur . . . . .	512
2.1.2. Dans le chef de l'employeur . . . . .	513
2.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	514
3. Cumul entre titres-repas et restaurant d'entreprise . . . . .	514
3.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	514
3.2. <i>Traitement fiscal</i> . . . . .	516
4. Cumul entre titres-repas et frais de repas . . . . .	517
4.1. <i>Traitement fiscal</i> . . . . .	517
4.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	518
5. Fourniture de repas . . . . .	519
5.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	519
5.2. <i>Traitement fiscal</i> . . . . .	519
5.3. <i>Cas particuliers</i> . . . . .	520
5.3.1. Indemnité de boisson . . . . .	520
5.3.2. Distribution de fruits sur le lieu de travail . . . . .	520
5.3.3. Distribution de noix et de fruits secs sur le lieu de travail . . . . .	521
5.4. <i>Cumul entre titres-repas et fourniture de repas</i> . . . . .	522
6. Tableau synthétique . . . . .	524
7. Aspects de droit du travail . . . . .	524

## Chapitre 17

<b>Santé du travailleur . . . . .</b>	525
1. Vaccinations . . . . .	526
1.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	526

1.2. <i>Traitements fiscaux</i> . . . . .	526
1.2.1. Dans le chef du travailleur . . . . .	526
1.2.2. Dans le chef de l'employeur . . . . .	526
2. Assurance hospitalisation. . . . .	527
2.1. <i>Traitements fiscaux</i> . . . . .	527
2.1.1. Assurances visées . . . . .	527
2.1.2. Régime fiscal des primes et prestations de certaines assurances collectives . . . . .	529
2.1.3. Tableaux récapitulatifs. . . . .	533
2.1.4. Prestations prises en charge par l'employeur . . . . .	536
2.1.5. Taxe assimilée aux timbres . . . . .	536
2.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	536
2.3. <i>Questions particulières</i> . . . . .	537
2.3.1. Remboursement d'une assurance hospitalisation . . . . .	537
2.3.2. Interventions de chirurgie esthétique . . . . .	538
2.3.3. Cotisations de mutuelle . . . . .	538
2.3.4. Assurances multiples . . . . .	539
2.3.5. Remboursement d'une franchise . . . . .	539
2.3.6. Plan interne de frais médicaux . . . . .	539
2.3.7. Check-up médical . . . . .	540
2.3.8. Verres correcteurs et prothèses auditives . . . . .	541
2.4. <i>Obligation d'information pour l'employeur</i> . . . . .	541
2.4.1. Droit de poursuite individuelle . . . . .	542
2.4.2. Paiement de primes complémentaires . . . . .	543
2.4.3. Modèles de communication par l'employeur . . . . .	544
Chapitre 18	
<b>Sport et culture</b> . . . . .	547
1. Chèques sport et culture . . . . .	548
1.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	548
1.2. <i>Traitements fiscaux</i> . . . . .	549
1.2.1. Dans le chef du travailleur . . . . .	549
1.2.2. Dans le chef de l'employeur . . . . .	549
1.3. <i>Modèles</i> . . . . .	549
1.3.1. Convention collective de travail concernant l'octroi de chèques sport et culture . . . . .	549
1.3.2. Convention individuelle concernant l'octroi de chèques sport et culture . . . . .	551
2. Abonnements ou billets d'entrée à des manifestations culturelles . . . . .	553
2.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	553
2.2. <i>Traitements fiscaux</i> . . . . .	554
2.2.1. Dans le chef du travailleur . . . . .	554
2.2.2. Dans le chef de l'employeur . . . . .	554
3. Chèques-cadeaux octroyés dans le domaine du sport et de la culture . . . . .	555
4. Cumul chèques-cadeaux et chèques sport et culture . . . . .	555

5. Mise à disposition d'infrastructures sportives . . . . .	555
5.1. <i>Utilisation gratuite d'une infrastructure sportive appartenant à l'employeur</i> . . . . .	555
5.1.1. Aspects de sécurité sociale. . . . .	555
5.1.2. Traitement fiscal. . . . .	556
5.2. <i>Utilisation gratuite d'une infrastructure sportive externe</i> . . . . .	557
5.2.1. Aspects de sécurité sociale. . . . .	557
5.2.2. Traitement fiscal. . . . .	557

## Chapitre 19

<b>Tarifs avantageux sur des produits ou services de l'entreprise</b> . . . . .	559
1. Aspects de sécurité sociale. . . . .	560
1.1. <i>Généralités</i> . . . . .	560
1.2. <i>Cas particuliers</i> . . . . .	561
1.2.1. Situation des franchisés . . . . .	561
1.2.2. Prestataires externes : produits et services à prix réduit . . . . .	561
1.2.3. Tarif avantageux <i>versus</i> outil de travail . . . . .	562
2. Traitement fiscal . . . . .	563
2.1. <i>Dans le chef du travailleur</i> . . . . .	563
2.1.1. Conditions générales . . . . .	563
2.1.2. Conditions propres aux réductions de prix . . . . .	563
2.2. <i>Dans le chef de l'employeur</i> . . . . .	564
2.3. <i>Décisions anticipées intéressantes</i> . . . . .	564
2.3.1. Acquisition à un prix avantageux d'un logiciel informatique . . . . .	564
2.3.2. Réduction et montant limite . . . . .	564
3. Aspects de droit du travail . . . . .	565

## Chapitre 20

<b>Transport (voiture de société, vélo, déplacements divers)</b> . . . . .	567
1. La voiture de société. . . . .	568
1.1. <i>Traitement fiscal</i> . . . . .	568
1.1.1. Notion d'« usage privé » . . . . .	568
1.1.2. Évaluation de l'avantage . . . . .	572
1.1.3. Réduction de l'avantage . . . . .	585
1.1.4. Mise à disposition de différents véhicules . . . . .	596
1.1.5. Mise à disposition de plusieurs véhicules . . . . .	600
1.1.6. Salary split . . . . .	602
1.1.7. Utilisation du véhicule après contrat de travail . . . . .	602
1.1.8. Types de véhicules . . . . .	602
1.1.9. Précompte professionnel . . . . .	607
1.1.10. Fiches individuelles et relevés récapitulatifs (revenus 2018) . . . . .	608
1.1.11. Déductibilité . . . . .	611
1.1.12. T.V.A. . . . .	614

1.1.13. Achat du véhicule par le travailleur ou l'ex-travailleur. . . . .	614
<b>1.2. Aspects de sécurité sociale . . . . .</b>	<b>615</b>
1.2.1. Cotisation de solidarité . . . . .	615
1.2.2. Notion d'usage privé et de déplacements domicile-lieu de travail. . . . .	616
1.2.3. Calcul de la cotisation . . . . .	618
1.2.4. Véhicules visés . . . . .	620
1.2.5. Présomption réfragable. . . . .	622
1.2.6. Déclaration et perception de la cotisation de solidarité . . . . .	623
1.2.7. Sanctions . . . . .	624
1.2.8. Déductibilité de la cotisation de solidarité . . . . .	625
1.2.9. Utilisation du véhicule avant ou après contrat de travail . . . . .	625
1.2.10. Achat du véhicule par le travailleur ou l'ex-travailleur. . . . .	626
<b>1.3. Entretien et nettoyage de la voiture de société . . . . .</b>	<b>627</b>
<b>1.4. Interdiction de fumer et voiture de société . . . . .</b>	<b>627</b>
<b>1.5. Aspects de droit du travail. . . . .</b>	<b>627</b>
1.5.1. La suspension du contrat de travail . . . . .	628
1.5.2. La fin du contrat de travail . . . . .	630
1.5.3. Responsabilité du travailleur . . . . .	632
1.5.4. La restitution du véhicule de société réclamée par l'employeur pendant l'exécution du contrat. . . . .	639
1.5.5. Véhicule de société étrangère : documents à bord . . . . .	639
<b>1.6. Voiture de société et déplacements domicile-lieu de travail . . . . .</b>	<b>640</b>
1.6.1. Obligation d'utiliser la voiture de société ? . . . . .	640
1.6.2. Cumul voiture de société et abonnement social . . . . .	640
1.6.3. Cumul voiture de société et indemnité vélo . . . . .	642
1.6.4. Cumul d'une voiture de société avec un vélo de société . . . . .	642
<b>1.7. Schéma récapitulatif de l'usage privé de la voiture de société (2019) . . . . .</b>	<b>643</b>
<b>1.8. Schéma récapitulatif véhicule ordinaire – véhicule utilitaire . . . . .</b>	<b>644</b>
<b>2. Transport collectif organisé (covoiturage) . . . . .</b>	<b>645</b>
<b>2.1. Traitement fiscal . . . . .</b>	<b>645</b>
2.1.1. Véhicule privé . . . . .	645
2.1.2. Véhicule mis à disposition par l'employeur. . . . .	647
2.1.3. Schéma récapitulatif . . . . .	649
2.1.4. Déclaration dans la fiche fiscale 281.10 (revenus 2018). . . . .	652
2.1.5. Déductibilité dans le chef de l'employeur . . . . .	653
<b>2.2. Aspects de sécurité sociale . . . . .</b>	<b>653</b>
2.2.1. Véhicule privé . . . . .	653
2.2.2. Véhicule de société . . . . .	654
<b>3. Mise à disposition d'une carte essence/borne de chargement . . . . .</b>	<b>657</b>
<b>3.1. Carte essence . . . . .</b>	<b>657</b>
3.1.1. Le travailleur dispose d'une voiture personnelle . . . . .	657
3.1.2. Le travailleur dispose d'une voiture de société. . . . .	658
<b>3.2. Borne de chargement sur le lieu de travail . . . . .</b>	<b>658</b>
3.2.1. Le travailleur dispose d'une voiture personnelle . . . . .	658

3.2.2. Le travailleur dispose d'une voiture de société. . . . .	659
4. L'usage d'un véhicule privé à des fins professionnelles . . . . .	659
5. Frais de déplacement domicile-lieu de travail . . . . .	659
5.1. <i>Principe : obligation d'intervention de l'employeur</i> . . . . .	659
5.1.1. Transport par chemin de fer . . . . .	660
5.1.2. Autres moyens de transport public (bus, métro, tram) . . . . .	660
5.1.3. Transports en commun publics combinés . . . . .	661
5.1.4. Transport privé . . . . .	661
5.1.5. Transport par vélo. . . . .	662
5.1.6. Trottinettes électriques . . . . .	662
5.1.7. Transport à pied. . . . .	663
5.1.8. Bateau-bus . . . . .	663
5.1.9. Transports en commun publics à l'étranger . . . . .	663
5.2. <i>Traitement fiscal</i> . . . . .	664
5.2.1. Conditions d'exonération pour le travailleur . . . . .	664
5.2.2. Montants exonérés pour le travailleur . . . . .	664
5.2.3. Traitement fiscal dans le chef de l'employeur . . . . .	670
5.2.4. Tableau récapitulatif. . . . .	671
5.3. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	672
5.3.1. Déplacements en voiture . . . . .	672
5.3.2. Déplacements en vélo . . . . .	672
5.3.3. Déplacements en trottinette électrique . . . . .	674
5.3.4. Déplacements à pied . . . . .	675
5.3.5. Voiture partagée (système «Cambio») . . . . .	675
6. La moto de société. . . . .	675
6.1. <i>Traitement fiscal</i> . . . . .	675
6.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	676
7. Le vélo de société . . . . .	676
7.1. <i>Traitement social et fiscal</i> . . . . .	676
7.1.1. Vélos concernés . . . . .	677
7.1.2. Cumul avec d'autres indemnités . . . . .	678
7.1.3. Vélo électrique et borne de chargement . . . . .	678
7.2. <i>Déductibilité dans le chef de l'employeur</i> . . . . .	679
7.3. <i>Cas particulier : achat d'un vélo par l'employeur et remboursement par le travailleur</i> . . . . .	679
8. Comparaison : voiture, moto, vélo . . . . .	680
9. L'allocation de mobilité ou le <i>cash for car</i> . . . . .	681
9.1. <i>Principe général</i> . . . . .	681
9.2. <i>Procédure d'instauration de l'allocation de mobilité</i> . . . . .	682
9.2.1. Initiative de l'employeur . . . . .	682
9.2.2. Demande du travailleur . . . . .	682
9.2.3. Décision finale de l'employeur . . . . .	682
9.2.4. Conclusion d'un écrit . . . . .	683
9.3. <i>Conditions préalables à respecter</i> . . . . .	683

9.3.1. Dans le chef de l'employeur . . . . .	683
9.3.2. Dans le chef du travailleur . . . . .	684
9.3.3. Pas en remplacement . . . . .	686
9.4. <i>L'allocation de mobilité</i> . . . . .	686
9.4.1. Montant de base . . . . .	686
9.4.2. Variation du montant . . . . .	687
9.4.3. Durée . . . . .	688
9.5. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	688
9.5.1. Cotisation de solidarité . . . . .	688
9.5.2. Déductibilité de la cotisation de solidarité . . . . .	689
9.6. <i>Traitements fiscaux</i> . . . . .	689
9.6.1. Avantage imposable . . . . .	689
9.6.2. Déductibilité dans le chef de l'employeur . . . . .	690
9.6.3. Fiche fiscale (2018) . . . . .	691
9.7. <i>Conséquences de l'allocation de mobilité</i> . . . . .	691
9.7.1. Perte de la voiture de société . . . . .	691
9.7.2. Déplacements domicile-lieu de travail . . . . .	691
9.7.3. Perte du statut . . . . .	692
9.8. <i>Aspects de droit du travail</i> . . . . .	693
9.8.1. Suspension du contrat de travail . . . . .	693
9.8.2. Fin du contrat de travail . . . . .	693
9.8.3. Allocation de mobilité et indemnité kilométrique pour déplacements professionnels . . . . .	694
9.9. <i>Cas particulier : travailleur disposant de plusieurs voitures de société</i> . . . . .	694
9.10. <i>Sanction</i> . . . . .	694
10. <i>Budget mobilité</i> . . . . .	694
10.1. <i>Principe général</i> . . . . .	695
10.2. <i>Procédure d'instauration du budget mobilité</i> . . . . .	695
10.2.1. Initiative de l'employeur . . . . .	695
10.2.2. Demande du travailleur . . . . .	696
10.2.3. Décision finale de l'employeur . . . . .	696
10.2.4. Conclusion d'un écrit . . . . .	696
10.3. <i>Conditions préalables à respecter</i> . . . . .	697
10.3.1. Dans le chef de l'employeur . . . . .	697
10.3.2. Dans le chef du travailleur . . . . .	698
10.3.3. Pas en remplacement . . . . .	699
10.3.4. Respect de la norme salariale . . . . .	700
10.4. <i>Montant du budget mobilité</i> . . . . .	701
10.4.1. Montant de base : TCO . . . . .	701
10.4.2. Montant individuel . . . . .	701
10.4.3. <i>Quid</i> dans l'hypothèse du travailleur éligible à une voiture de société ? . . . . .	702
10.4.4. Entrée dans le système en cours d'année . . . . .	702
10.4.5. Influence d'une occupation à temps partiel au moment de l'entrée dans le système . . . . .	703
10.4.6. Variation du montant . . . . .	703
10.4.7. Durée . . . . .	705

10.5. <i>Fonctionnement du budget mobilité</i> . . . . .	706
10.5.1. Principe de base . . . . .	706
10.6. <i>Gestion du budget mobilité</i> . . . . .	712
10.6.1. Compte mobilité . . . . .	712
10.6.2. Informations . . . . .	713
10.6.3. Pièces justificatives (pilier 2) . . . . .	714
10.6.4. Situations possibles de remboursement . . . . .	714
10.6.5. Conservation des données . . . . .	715
10.7. <i>Aspects de sécurité sociale</i> . . . . .	715
10.7.1. Pilier 1 : voiture de société . . . . .	715
10.7.2. Pilier 2 : mode de transport durable . . . . .	715
10.7.3. Pilier 3 : solde . . . . .	716
10.8. <i>Traitements fiscaux</i> . . . . .	716
10.8.1. Dans le chef du travailleur . . . . .	716
10.8.2. Dans le chef de l'employeur . . . . .	716
10.8.3. Fiche fiscale . . . . .	717
10.9. <i>Conséquence du budget mobilité : déplacements domicile-lieu de travail</i> . . . . .	717
10.9.1. Suppression de l'obligation d'intervention . . . . .	717
10.9.2. Cumul budget mobilité et indemnité domicile-lieu de travail . . . . .	717
10.10. <i>Aspects de droit du travail</i> . . . . .	720
10.10.1. Suspension du contrat de travail . . . . .	721
10.10.2. Fin du contrat de travail . . . . .	721
10.10.3. Budget mobilité et indemnité kilométrique pour déplacements professionnels . . . . .	721
10.11. <i>Cas particulier : travailleur disposant de plusieurs voitures de société</i> . . . . .	722
10.12. <i>Sanction</i> . . . . .	722
11. Comparaison : allocation de mobilité et budget mobilité . . . . .	723
11.1. <i>Règles de base</i> . . . . .	723
11.2. <i>Régime social et fiscal</i> . . . . .	723
11.3. <i>Exemple chiffré</i> . . . . .	724
11.3.1. Comparaison voiture de société et allocation de mobilité . . . . .	724
11.3.2. Calcul budget mobilité . . . . .	724
12. Modèles . . . . .	726
12.1. <i>Convention de mise à disposition d'une voiture de société – car policy</i> . . . . .	726
12.2. <i>Convention d'interdiction d'utilisation des véhicules appartenant à la société pour des fins privées</i> . . . . .	733
12.3. <i>Convention de mise à disposition d'une carte essence</i> . . . . .	735
12.4. <i>Convention de transport collectif organisé (conducteur et passager)</i> . . . . .	736
12.5. <i>Annexe à la convention de transport collectif organisé – Dispositions pratiques (conducteur)</i> . . . . .	737
12.6. <i>Annexe à la convention de transport collectif – Dispositions pratiques</i> . . . . .	740
12.7. <i>Convention de mise à disposition d'un vélo de société</i> . . . . .	742
12.8. <i>Convention d'octroi d'une allocation de mobilité</i> . . . . .	745

## Chapitre 21

<b>Norme salariale</b> . . . . .	751
1. La norme salariale . . . . .	752
1.1. <i>Base légale et raison d'être</i> . . . . .	752
1.2. <i>Procédure</i> . . . . .	753
1.3. <i>Normes salariales depuis 1996</i> . . . . .	754
1.4. <i>Norme salariale pour 2019-2020</i> . . . . .	755
1.5. <i>Attitude du secteur versus attitude de l'employeur</i> . . . . .	755
2. Champ d'application de la norme salariale . . . . .	756
3. Notion de coût salarial . . . . .	756
4. Calcul de la norme salariale . . . . .	757
4.1. <i>Coût salarial moyen</i> . . . . .	757
4.1.1. Définition . . . . .	757
4.1.2. Application . . . . .	758
4.2. <i>Méthode de calcul</i> . . . . .	758
4.3. <i>Valeur des avantages en nature</i> . . . . .	759
4.4. <i>Dépassement par convention</i> . . . . .	759
5. Éléments exclus de la notion de coût salarial . . . . .	760
5.1. <i>Exclusions légales</i> . . . . .	760
5.1.1. Indexations et augmentations barémiques . . . . .	760
5.1.2. Participations au capital et primes bénéficiaires . . . . .	761
5.1.3. Accroissement de l'effectif du personnel . . . . .	761
5.1.4. Cotisations versées dans le cadre des régimes de pension sociaux . . . . .	761
5.1.5. Primes uniques d'innovation . . . . .	761
5.1.6. Frais propres à l'employeur . . . . .	761
5.2. <i>Autres exclusions</i> . . . . .	762
5.2.1. Sursalaires . . . . .	762
5.2.2. Promotions, bonus et commissions . . . . .	762
5.2.3. Avantages non récurrents liés aux résultats . . . . .	763
5.2.4. Modification de commission paritaire ou transfert d'entreprise . . . . .	763
5.2.5. Application de la réglementation ou mesures publiques . . . . .	763
5.2.6. Réorganisation du travail . . . . .	764
5.2.7. Une politique de rémunération neutre sur le plan du genre et de l'âge . . . . .	764
6. Contrôles et sanctions . . . . .	764
6.1. <i>Au niveau sectoriel</i> . . . . .	764
6.2. <i>Au niveau de l'employeur</i> . . . . .	765
7. Essai de synthèse . . . . .	765

## Chapitre 22

<b>Rémunérations alternatives : synthèses</b> . . . . .	769
1. Tableau comparatif des avantages selon leur traitement social et fiscal . . . . .	770

2. Tableau comparatif : titres-repas / éco-chèques / chèques sport et culture / chèques-cadeau . . . . .	773
3. Tableau comparatif des différentes primes à octroyer aux travailleurs . . . . .	774
3.1. <i>Règles</i> . . . . .	774
3.2. <i>Exemple chiffré (2019)</i> . . . . .	777
<i>Que retirer de ce tableau ?</i> . . . . .	778